

DECLARATION D'ABUJA SUR LA PECHE ET L'AQUACULTURE DURABLES EN AFRIQUE

**Adoptée par
Le Sommet du NEPAD "des poisson pour tous"
Abuja, Nigeria, 25 août 2005**

Nous, les Chefs d'Etat et gouvernements réunis à Abuja, au Nigeria, à l'occasion du Sommet du NEPAD "des poisson pour tous" le 25 août 2005,

Faisant nôtres les principes directeurs du NEPAD sur le développement de l'Afrique, ses objectifs d'éradication de la pauvreté, de sécurité alimentaire et d'établissement des bases pour le développement durable de la région;

Prenant note des orientations stratégiques formulées dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD;

Rappelant les dispositions des déclarations et instruments internationaux et régionaux relatifs aux pêcheries, à la sécurité alimentaire, à la bonne gestion des océans, au commerce, au milieu aquatique et aux eaux transfrontières, notamment la Déclaration du Millénaire et les objectifs du Millénaire pour le développement, adoptés par les Nations Unies en 2000, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, adoptés en 2002;

Reconnaissant que des millions de nos citoyens dépendent de la pêche et de l'aquaculture comme moyen d'existence, pour leur alimentation et nutrition, pour leur bien-être économique et pour le commerce, et reconnaissant aussi l'importance des pêcheries dans le tissu social de nos communautés et dans la lutte contre la pauvreté;

Conscients du potentiel de bénéfices croissants offert par des pêcheries et une aquaculture durables ainsi que des perspectives qu'elles offrent pour satisfaire une demande de poisson en hausse constante dans nos pays, notre région et le monde;

Fortement préoccupés par l'appauvrissement des ressources halieutiques, par la dégradation des milieux aquatiques et par les menaces pesant sur les pêcheries et l'aquaculture durables;

DECIDENT, sans préjudice des droits souverains, obligations et responsabilités de nos pays découlant du droit international et des traités et accords pertinents:

1. *de soutenir* la coopération régionale en matière de pêche et d'aquaculture par l'intermédiaire du NEPAD, des organismes économiques régionaux et organisations régionales de gestion des pêcheries, y compris dans le domaine de la gestion des ressources et écosystèmes aquatiques transfrontières et partagés;
2. *d'appuyer* les mesures nationales destinées à adhérer, ratifier et mettre en œuvre les conventions internationales destinées à garantir l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques vivantes et du milieu aquatique de la région;

3. *de mettre en oeuvre* les dispositions du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable, notamment en assurant une meilleure gestion des pêcheries, en veillant à la durabilité environnementale des pêcheries, en étudiant les moyens de remplacer progressivement “l'accès ouvert” aux ressources halieutiques par des régimes “d'accès limité” et en mettant en place une pêche axée sur les droits ainsi qu'en prenant des mesures pour limiter les flottes et leur capacité de pêche et en garantissant un équilibre équitable dans l'allocation des ressources entre les pêcheurs artisanaux et industriels.
4. *de responsabiliser* les communautés de pêcheurs et de pisciculteurs, la société civile et les organisations de parties intéressées pour qu'elles puissent effectivement prendre part aux processus de prise de décisions, de planification et de mise en œuvre, en mettant plus particulièrement l'accent sur une allocation équitable des ressources et sur les droits des pauvres et des démunis;
5. *de veiller* à ce que les pêcheries et l'aquaculture soient dûment prises en compte dans les politiques, stratégies et plans d'ordre économique à l'échelon national et régional et dans les portefeuilles d'investissements, y compris dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et d'instauration de la sécurité alimentaire ;
6. *de favoriser* l'instauration d'un climat propice aux investissements dans les pêcheries et l'aquaculture passant, le cas échéant, par des réformes et des mesures juridiques et institutionnelles, par des mesures d'incitation améliorées et un meilleur accès au capital pour les investisseurs privés, ainsi que par des investissements ciblés de la part des pouvoirs publics;
7. *d'accorder* une attention particulière à la mise en valeur du potentiel et de l'esprit d'entreprise des pêcheurs, pisciculteurs, mareyeurs et fournisseurs de services artisanaux et de leurs associations, y compris les femmes entrepreneurs, qui ont été le moteur de l'essor du conditionnement et du commerce de poisson dans la majeure partie du continent;
8. *de favoriser* la production en aquaculture de petite, moyenne et grande dimension, dans un cadre durable et respectueux de l'environnement, compatible avec une utilisation rationnelle des ressources foncières et aquatiques et adaptable à l'évolution du marché;
9. *de créer* les capacités humaines et institutionnelles à l'échelon national et régional, en mettant l'accent sur les instituts de formation, le transfert aux petits producteurs de technologies et de connaissances adaptées à leurs besoins et en donnant aux décisions administratives et à l'élaboration de programmes des bases rationnelles et scientifiques;
10. *de conserver* et réhabiliter les milieux et habitats aquatiques indispensables pour la survie des ressources aquatiques vivantes et la biodiversité aquatique et prendre des mesures pour prévenir ou atténuer l'impact négatif de l'aquaculture sur les environnements et les communautés aquatiques et côtiers;

11. *de promouvoir* le commerce de produits halieutiques d'origine artisanale et industrielle afin de permettre aux produits halieutiques africains de saisir les opportunités offertes par les marchés régionaux et mondiaux, notamment en supprimant les obstacles intra-régionaux au commerce, en élaborant des démarches et prises de position communes sur le commerce international de poisson et de produits de la pêche et en harmonisant les normes relatives aux produits échangés dans la région.
12. *de poursuivre* ces objectifs par le biais du NEPAD et des communautés économiques régionales, en collaboration avec les partenaires internationaux dans le domaine de la science et du développement;
13. *de participer* à l'établissement d'un climat propice au développement d'une pêche et d'une aquaculture durables en facilitant l'adaptation des institutions et réglementations régionales, nationales et locales existantes à l'évolution des exigences du secteur, ainsi qu'à ses défis et ses opportunités;
14. *de lancer un appel* à la communauté internationale afin qu'elle fournisse l'appui technique et financier nécessaires à l'établissement d'une pêche et d'une aquaculture durables en Afrique par le biais d'accords de partenariat alignés et harmonisés et conformes à la vision et aux principes d'action du NEPAD;

ET DECIDENT EN OUTRE que cette Résolution sera mise en œuvre dans les meilleurs délais et que le Plan d'Action élaboré et adopté dans le cadre de la préparation du Sommet Du poisson pour tous du NEPAD serve d'orientation pour l'élaboration de politiques, programmes, projets et stratégies at the national, régional, and continental levels.